

CARNET d'EUROPE 2017

Lettre mensuelle d'actualité européenne

L'actualité européenne est présentée tous les 1^{ers} mardis du mois à la Maison de l'Europe et des Européens de Lyon/Rhône-Alpes ;
Ponctuellement, au Comité de jumelage de la Ville de Vienne (38) ainsi qu'aux Maisons de l'Europe à Valence (26) et Bourg-en-Bresse (01).

11 avril 2017– N° 04/88 – 2 €

Comme chaque trimestre, l'actualité européenne de ce mois est traitée par **Alain MALEGARIE**, ancien directeur de l'Institut de l'euro, administrateur de la Maison de l'Europe et des Européens

Au sommaire :

- *Les programmes européens des candidats à la présidentielle : peut mieux faire !*
- *L'euro, bouc émissaire idéal...*
- *TRUMP et l'Europe*

*Prochaine actualité européenne présentée à la Maison de l'Europe
et des Européens par*

*Alain REGUILLON
Mardi 2 mai à 19 h 00*

La lettre mensuelle d'actualité européenne est une publication de Presse fédéraliste – ISSN : 2119-2847
Directeur de la publication : Alain RÉGUILLON,
Presse fédéraliste C/o Maison de l'Europe et des Européens – 242, rue Du Guesclin – 69003 LYON
www.pressefederaliste.eu – Contact : alain.requillon@orange.fr

Les propos contenus dans cette lettre n'engagent que leurs auteurs

1/ les programmes européens des candidats à la Présidentielle : peut mieux faire !

a) une ancienne fracture

Cette élection présidentielle nous réserve bien des surprises ; et je ne fais pas référence uniquement aux candidats qui briguent la plus haute fonction, et qui sont mis en examen.

Une des surprises porte sur la place de l'Europe dans les débats et les programmes. Car désormais, la ligne de fracture ne passe plus entre droite et gauche, mais entre pro-Europe et souverano-populistes, entre ceux qui veulent beaucoup et encore, voire beaucoup, d'Europe, et ceux qui n'en veulent plus du tout, ou très peu.

On sait, malheureusement, qu'une fracture profonde s'est installée entre les citoyens français et les femmes et hommes politiques, et s'aggrave depuis le Traité de Maastricht de 1992, avec de moins en moins de connivence entre les citoyens et la construction européenne. Le point de non-retour, dont on ne se remet pas, fut le référendum de 2005 sur le traité établissant une constitution européenne, référendum perdu à plus d'un titre : parce que les Français ont voté à la majorité NON ; parce que les euro-compatibles et européens convaincus n'ont jamais pu ou su démontrer le bénéfice de l'UE et faire entendre leurs voix ; parce que les femmes et hommes politiques ont eu, et ont toujours trop peur d'aller à l'encontre de ce qu'ils croient être l'opinion dominante de leurs futurs électeurs, et n'osent pas expliquer l'Europe ; parce qu'ils préfèrent la dénigrer dans un discours simpliste, mais porteur électoralement ; parce que le Traité de Lisbonne, approuvé par voie parlementaire (ce qui est tout autant démocratique que le référendum) apparaît comme un faux-frère déguisé du projet constitutionnel européen. Parce qu'il y a trop peu de débats équitables permettant d'expliquer objectivement ce que fait l'Europe.

En mars dernier, un sondage Le Figaro / IFOP a démontré toute l'ambiguïté de la place de l'Europe dans le cœur et la raison des Français. Ce qui laisserait entendre que les Français ne sont pas aussi dupes que cela des discours de « renversement de table » ; et que tout espoir de faire ressurgir la foi européenne n'est pas définitivement perdue, à condition que l'on s'en donne la peine.

Pour 46% de nos concitoyens, la construction européenne a eu des effets positifs pour la France, et seuls 29% estiment qu'elle a eu des effets négatifs. Mais le French bashing étant passé par là aussi, c'est assez naturellement que les Français, foncièrement pessimistes sur la place de la France, estiment que la construction européenne a plus profité aux autres Etats de l'Union. Il faudrait alors se poser la question suivante : si l'Europe a des effets plus positifs sur certains pays, c'est peut-être parce que nos élites dirigeantes n'ont pas su mettre à profit, pour leur propre pays, les apports de la construction européenne. Mais le questionnement ne va jamais jusque-là, c'est-à-dire au-delà du constat ou du ressenti. L'approche vis-à-vis de l'Europe varie, en fonction des positionnements idéologiques : 15% des électeurs du Front national pensent que l'Europe a eu des effets bénéfiques (en étant ironique, on pourrait s'écrier, quand même 15% !); les électeurs de MACRON sont 71 % à estimer que l'Europe a eu des effets positifs. Et puis, surprise, il y a aussi 44% des électeurs de MELENCHON, alors que lui-même est dans une posture de plan A et de plan B de sortie de l'UE.



Intéressant à plus d'un titre, c'est le rapport des Français à l'euro : les trois quarts des Français veulent conserver l'euro comme monnaie unique. Seuls 28% veulent revenir au franc (et ils sont 67% parmi les électeurs du Front national, autre paradoxe, puisque 33% des électeurs frontistes veulent garder l'euro, car c'est un élément clé de son programme). Et on se réjouira, car en 2010, au plus fort de la crise des dettes souveraines et du feuilleton grec, 38% des Français souhaitaient l'abandon de l'euro et le retour du franc.

Enfin les Français veulent, de fait, plus d'Europe, car ils estiment, à plus de 60%, qu'un certain nombre de questions ne peuvent se résoudre qu'à l'échelon européen, au vu de leur complexité et de leurs enjeux. C'est le cas de la défense et de la politique étrangère, mais aussi de l'immigration, et de la sécurité face au terrorisme. Le bon sens démontre ainsi qu'un pays, même la France, ne peut faire face, seul, à des problématiques géopolitiques et mondialisées. Et pourtant, sur 11 candidats à la présidentielle française, un seul (MACRON) ose répéter dans tous ses meetings que l'Europe est la solution, et pas le problème ! Tous les autres oscillent entre euro-tiédeur et europhobie.

b) des propositions sur l'avenir de l'Union

C'est donc un débat très franco-français, déconnecté, à la fois de l'opinion publique des autres peuples européens, même si l'on assiste partout, malheureusement, à la montée d'un euro-tiédisme ou d'un euro-scepticisme. Mais surtout c'est un débat interne déconnecté de ce qui se pense et se prépare, de façon démocratique, en Europe. Juste quelques exemples de propositions qui émergent, dans le cadre très symbolique du 60^{ème} anniversaire du Traité de Rome

Il y a d'abord eu, le 6 mars dernier, le mini-sommet de Versailles qui a réuni les chefs d'Etat et de gouvernement de 4 pays européens, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et la France, avec une volonté forte : exprimer l'unité des Européens, avec les 4 pays les plus importants de la zone euro, au moment où la procédure du Brexit est enfin déclenchée. Pas d'annonce fulgurante, mais l'affichage de l'unité d'une part, de la foi dans le projet européen, et d'autre part de l'acceptation d'une Europe à plusieurs vitesses. Désormais « l'unité ne vaut pas uniformité ». Accepter finalement, pour pouvoir aller de l'avant, que certains soient au ralenti, et d'autres en pleine vitesse de croisière. Les coopérations renforcées apparaissent comme la clé de l'avenir européen, dans des domaines primordiaux comme la défense, l'harmonisation sociale et fiscale, ou l'approfondissement de l'Union économique et monétaire. Ce mini-sommet du « club des quatre » s'est tenu 3 jours après un autre mini-sommet, cette fois du Groupe de Visegrad (qui réunit des pays de l'Europe centrale, Pologne, Hongrie, République tchèque et Slovaquie), dont les gouvernements ne sont pas réputés pour être euro-enthousiastes. Et pourtant ce mini-sommet a abouti aux mêmes conclusions : démontrer l'unité des pays européens dans la conjoncture particulière du Brexit, et demander une Europe à plusieurs vitesses. Sauf que, avec le groupe de Visegrad on a plutôt les pays qui feront du sur-place, et qui auront une position minimaliste pour l'intégration européenne ; et qu'avec le club des 4, on a plutôt des pays volontaristes, à l'image du premier ministre espagnol, Mariano RAJOY qui a déclaré « l'Espagne est disposée à aller plus loin dans l'intégration avec tous ceux qui voudront la poursuivre ».



Ces mini-sommets préparaient le sommet européen du 9 mars à Bruxelles, puis le Conseil européen du 25 mars à Rome.

Le sommet de Bruxelles a acté la réalité de l'Europe telle qu'elle est déjà : une Europe à plusieurs vitesses. Mais cette fois, ces différences deviennent, en soi, un élément du projet européen « unie dans la diversité ». Pour cacher les problèmes qui fâchent, et pour ne pas laisser aux Britanniques une faille dans laquelle il pourraient enfoncer un coin, on affirme haut et fort quelques accords : un état-major européen, embryon d'une Europe de la défense ; un parquet européen, pour renforcer la coopération policière et judiciaire face au terrorisme et à l'argent sale, entre autre ; et la mise en place d'une coopération renforcée dès que 9 membres sur 27 sont d'accord (on commence à exclure le Royaume-Uni de ces processus). En fait, on est sur des sujets qui peuvent se mettre en place dans le cadre des dispositions existantes, et qui, surtout, ne nécessitent pas de nouveaux traités, boîte de pandore s'il en ait, car un traité demande à être adopté à l'unanimité...

Quant au sommet de Rome du 25 mars, il a été surtout l'occasion de produire une déclaration commune : « l'Europe est notre avenir commun ».

La Commission européenne a préparé un livre blanc sur l'avenir de l'Union, suite à une large procédure de recueil d'avis de citoyens, d'ONG, de mouvements divers. Ce livre blanc prend acte des différents niveaux d'ambition des Etats membres, et ce afin de mieux répondre aux attentes des citoyens. Ce livre blanc rappelle aussi que « l'Union européenne est beaucoup plus qu'un marché unique ; (qu') elle est fondée sur des valeurs communes, comme la solidarité et l'état de droit ». Et qu'à ce titre, l'Europe doit trouver des réponses aux défis nouveaux qui lui sont posés : la coopération pour traiter la question des migrations et de la crise des réfugiés ; la convergence des économies européennes ; la sécurité des Européens face aux menaces internes et externes ; l'achèvement de l'Union monétaire.

Et ce dernier point fait l'objet du rapport adopté par le Parlement européen, rapport co-rédigé par les députés Pervenche BERES et Reimer BOGE.

Les réflexions et les débats avancent. Dommage que nos concitoyens n'en savent rien.

c) les programmes des candidats

Malgré ces avancées, les risques de divorce persistent entre les Français et la construction européenne. La preuve en est que, sur l'ensemble des candidats à l'élection présidentielle, un seul se montre favorable au projet européen. Les autres allant de « un peu compatible » à totalement et farouchement contre. L'Europe est certes au cœur du débat présidentiel, mais pas vraiment à son avantage. Avant, elle était totalement absente des autres débats présidentiels.

Que proposent donc nos différents candidats ?

Pas vraiment d'engouement à l'égard de l'Europe. Tous appellent, plus ou moins directement, à une démocratisation et une refonte du projet européen.



Le 1^{er} groupe des candidats est constitué par ceux qui acceptent le projet européen, et proposent de le réformer, plus ou moins en profondeur.

Pour Emmanuel MACRON, le projet européen est au cœur de son programme. Je rappelle sa phrase : « l'Europe est la solution, pas le problème ». Et son projet se conçoit, comme l'intégralité de son programme d'ailleurs, dans une démarche de bottom-up, c'est-à-dire une démarche ascendante. On organise, dans chacun des Etats membres, de grandes conventions démocratiques, de parole et d'expression libre, afin de ressourcer le débat européen au plus près des préoccupations et des convictions des Européens : que veulent-ils comme projet européen ? Quelles actions doit mener l'UE ? Et de toutes ces conventions, qui se dérouleront sur 6 à 10 mois, sortira un nouveau projet européen, qui aura pour lui, le meilleur des slogans « made in démocratie ». Toutefois, ce projet sera adopté par les pays qui le veulent, mettant en place, de facto, une Europe à plusieurs vitesses. Les plus intégrés opteront pour un modèle social européen commun, avec des standards minimum, début de l'harmonisation sociale ; un budget et un ministre de la zone euro, étape supplémentaire dans le fédéralisme. Et le couple franco-allemand sera renforcé, puisque c'est autour de lui que se construira l'Europe de la défense. En cela, il veut restaurer une souveraineté européenne, autour des grandes questions : l'afflux des migrants, la menace terroriste, le changement climatique, le numérique.

François FILLON veut relancer le projet européen, mais en le structurant autour d'une Europe des nations, c'est-à-dire d'une Europe qui se recentre sur un certain nombre de politiques, essentielles, comme la sécurité et la défense, la monnaie unique, l'énergie, l'agriculture et le numérique. Il veut renforcer le couple franco-allemand, et propose des coopérations renforcées pour aller plus loin avec ceux qui le veulent. Il veut une politique d'harmonisation fiscale pour mettre fin au dumping fiscal entre Européens. Enfin, il veut respecter le pacte de stabilité européen, en conformité avec son discours sur la réduction du déficit public et de la dette. Il veut interdire aux administrations françaises de durcir les normes et réglementations européennes (directives, FSE). Il veut donner à l'euro une « dimension internationale », ignorant que l'euro est déjà la deuxième monnaie du monde, avec 27% des réserves mondiales de change et 25% des transactions commerciales !

Benoît HAMON concentre son discours européen autour de deux grandes idées : tout d'abord le renforcement des critères de convergence et de coopération. Par exemple, en mettant fin au dumping social et fiscal par un impôt sur les sociétés ; en renégociant les dettes, ce qui peut passer par un rééchelonnement ou une annulation d'une partie d'entre elles (ce que l'on appelle pudiquement ou hypocritement « restructuration », donc faire défaut à un prêteur, avec le risque que cela peut générer...) ; une mutualisation des dettes publiques supplémentaires dues à la crise de 2008. Et, parallèlement par la mise en place d'un contrat politique entre la France et l'Allemagne, qui serait étendu à tous les autres Etats membres. L'objectif est de sortir de la logique nationale, et de remplacer le Conseil européen et le conseil des ministres des finances par une assemblée de la zone euro, c'est-à-dire un mécanisme de prise de décision démocratique, pour « ré-enchanter l'Europe ». Les députés de cette assemblée (issus des parlements nationaux) voteraient un budget commun et un impôt commun. Comme un début de souveraineté européenne. En faisant le choix de solutions communes, négociées, et choisies par la voie démocratique.



Le 2^{ème} groupe est constitué des candidats qui se revendiquent de l'internationalisme, et veulent changer l'Europe sans pour autant la remettre en cause.

Nathalie ARTHAUD ne s'exprime pas vraiment sur l'Europe, car son ennemi est le capitalisme mondialisé. Toutefois, elle a eu une jolie formule, qui permet de la classer parmi les non-opposants à l'Europe, quand elle a appelé à la mise en place des Etats-Unis socialistes d'Europe. Du fédéralisme proudhonien, en quelque sorte. Et dans le débat du 4 avril, elle n'a jamais critiqué l'Europe, rappelant à chaque fois, que ce ne sont pas les règles qui sont mauvaises, mais le détournement de ces règles qui en est fait.

Philippe POUTOU est plus sévère pour l'Europe : il ne veut pas de cette Europe-là, mais d'une Europe des travailleurs. Il préconise surtout une Europe sociale, avec une harmonisation « par le haut » des droits sociaux. Mais surtout, il est favorable à la libre circulation des travailleurs, et à l'abolition des frontières

Le 3^{ème} groupe des candidats est constitué par ceux qui rejouent « retour vers le futur », et rêvent d'une Europe d'avant.

Jean LASSALLE veut une Europe des nations, à la de Gaulle. Cette Europe-là étant à 6, sans les Britanniques, avec la PAC et le FSE, mais sans Erasmus+, sans les fonds structurels, sans euro et sans parlement élu démocratiquement. Difficile dans ces conditions, de dresser le portrait de l'Europe.

Nicolas DUPONT-AIGNAN veut revenir à une communauté d'Etats européens, avec un transfert de souveraineté vers une autorité supranationale limitée à quelques cas, comme la défense et la politique étrangère. Il veut aussi un marché commun, avec néanmoins une convergence fiscale, sociale et environnementale (que d'aucuns appellent de l'harmonisation). Il veut aussi une convergence des politiques commerciales. Et la préférence communautaire vis-à-vis de l'extérieur. En somme, un projet assez proche du projet que les Britanniques voulaient imposer dans les années 50 : on fait un marché, mais on exclut toute dimension d'intégration politique. En fin le 4^{ème} groupe est constitué par les candidats qui sont franchement contre, et qui envisagent ou proposent la sortie de l'UE.

Jean-Luc MELENCHON propose, quant à lui, un plan A et un plan B. Mais dans tous les cas, avec une sortie des traités européens. Plan A, la sortie est concertée, et certains pays décident de rester dans l'Union européenne telle qu'elle est, les autres choisissent de négocier de nouvelles règles, proposant une seconde Europe. Et le pays qui est particulièrement visé est l'Allemagne, cible privilégiée de ce candidat, qui désire faire plier ce pays. MELANCHON, n'a jamais été avare de critiques, et même d'injures, à l'égard de la chancelière Angela MERKEL. Et puis, si l'Allemagne ne veut pas se mettre à genoux devant la France, et si les autres pays européens ne veulent rien savoir de la proposition de la France, alors le plan B, ce sera une sortie unilatérale de la France de l'Union européenne. Il n'est jamais question de Frexit, ni d'article 50, mais cela revient quand même beaucoup au même. Tout cela, naturellement, devant être démocratique, et passer par un référendum, dont la question posée n'est pas précisée, mais est sans doute : oui ou non à la sortie de la



France de l'UE ? Oui ou non pour humilier l'Allemagne ? Oui ou non pour renégocier un nouveau traité ? (sur quelles bases ? cela reste encore un peu flou). Dans tous les cas, et en premier lieu, il faut déjà s'exonérer du pacte de stabilité et des règles européennes concernant le déficit et l'endettement public. Il veut enfin du protectionnisme, mais « solidaire » (?)

Jacques CHEMINADE veut clairement sortir de l'Union européenne, « parce qu'elle bloque toute nouvelle règle du jeu au nom de l'argent-roi ». Mais on ne sait pas ce qu'il propose à la place.

Marine LE PEN veut une renégociation des traités. Elle aussi s'exonère complètement du pacte de stabilité, même s'il faudrait réduire le déficit et la dette, mais avec des règles nationales. Elle propose de transformer la PAC en politique agricole française : on garde le principe des subventions aux agriculteurs, mais selon des critères fixés uniquement par Paris. On met en place un « protectionnisme intelligent ». Et si les autres Etats membres n'acceptent pas la renationalisation de l'Europe, la France sortira de l'Union européenne, dans le cadre d'un référendum.

Enfin François ASSELINEAU est clairement le candidat du Frexit. Son programme politique étant tout entier contenu dans ce mot Frexit : sortir unilatéralement et juridiquement de l'Union européenne par la mise en œuvre de l'article 50 du Traité de Lisbonne. Ce même article sera aussi, selon lui, utilisé pour sortir unilatéralement et juridiquement de l'euro (sortie difficile, et du coup, non expliquée dans le programme : on ne peut pas tout anticiper et expliquer aux électeurs, quand même !!). Dans la même lancée, la France sort de l'OTAN. Bref, « la France fait la reconquête politique de son indépendance ». Je pense que cela va faire peur, très peur, à Trump, à Poutine et à Xi Jinping !

Le 2^{ème} sujet européen qui provoque des divergences importantes porte sur la question de la libre circulation et ses deux corollaires, la problématique des frontières et le fantasme du plombier polonais devenu, depuis, travailleur détaché.

Le contexte international est brûlant, les crises s'enchaînent. Même si, heureusement, ni la crise migratoire, ni les attentats terroristes n'ont réussi à faire vaciller l'Europe. Malgré cela, la sécurité est devenue une préoccupation centrale pour les citoyens : sécurité sur nos frontières ; sécurité dans nos emplois. Tout relève, au final, du même imaginaire.

A minima, pour des candidats, il faut renforcer nos frontières. Avec une augmentation du nombre de garde-côtes (et non pas la création d'un corps de garde-côtes, qui existe déjà ; mais on ne peut pas demander aux candidats à la Présidentielle de tout savoir !). Il faut aussi renforcer les moyens de l'agence Frontex, jusqu'ici ridicules ; coordonner et accéder au fichier PNR. A maxima, pour d'autres candidats, il faut tout simplement sortir de l'espace Schengen et revenir aux frontières nationales. Entre les deux, il y a Emmanuel MACRON qui n'hésite pas, courageux au vu du climat actuel, à redire que les accords de Schengen ont été bénéfiques à nos échanges, qu'ils doivent être préservés. François FILLON ajoute une dimension sécuritaire en proposant l'interdiction d'accès ou l'expulsion de l'espace Schengen de tout étranger reconnu coupable d'un crime ou d'un délit. Jean-Luc MELENCHON veut refonder la



politique européenne de contrôle des frontières extérieures, tout en sortant de Schengen : difficile à faire coïncider.

La directive des travailleurs détachés, qui n'est, somme toute, qu'une autre façon de poser la question des frontières, a fait beaucoup causer pendant cette campagne. Avec deux types de position.

Ceux qui ne s'opposent pas à cette directive, mais aux abus et aux malversations des employeurs. (MACRON, POUTOU, ARTHAUD et LASALLE), et qui demandent une juste application du droit du travail et un accroissement des contrôles. Pour MACRON, « ce n'est pas la directive sur les travailleurs détachés qui est le problème, c'est le travail illégal ». Et il y a ceux qui n'en veulent plus, sauf si on réussissait à les renégocier : c'est la position de HAMON qui veut mettre fin au dumping social. Mais comment et avec qui va-t-il négocier, on ne sait pas. C'est aussi la position de FILLON, beaucoup plus ferme, car s'il n'y a pas de négociation avant la fin 2017 (ce qui laissera, au bas mot, 6 mois à peine pour une négociation de cette ampleur ; c'est du grand optimisme), alors la France suspendra son application. Et puis, il y a ceux, les plus nombreux, et tous les autres, qui veulent la supprimer, l'abroger, cesser de l'appliquer. Avec des arguments, au final convergents, malgré les différences de couleurs politiques : mettre fin au dumping social, dénoncer la concurrence, nécessairement déloyale ; faire du patriotisme social et économique ; lutter contre les étrangers qui prennent le travail des Français. En oubliant que ces « étrangers » sont des Européens ; et que s'il y a 260.000 travailleurs détachés en France, il y a aussi 300.000 travailleurs français détachés dans un autre Etat membre. Naturellement la question de la rétorsion ou des représailles est balayé d'un revers de main. La suppression de la directive des travailleurs détachés devient, ainsi, en un simple clic, un élément d'une politique de l'emploi.

L'ignorance et l'arrogance de certains politiciens sont vraiment consternants...

2/ l'euro, bouc émissaire idéal...

Derrière un discours anti-euro, se cache, en fait, un discours éminemment politique, nationaliste. On reproche à l'euro des résultats dont il n'est pas la cause : le chômage, la dette des pays, le déficit de la balance commerciale, la non-compétitivité de nos industries. Bref, tout ce qui va mal : c'est la faute à l'euro ! Et pourquoi pas, aussi, le réchauffement climatique et les tempêtes ?

Un petit retour en arrière s'impose.

a) Pourquoi a-t-on fait l'euro ?

L'euro est, en fait, un élément constitutif de la construction européenne, ce qui lui confère un rôle beaucoup plus politique et prospectif, que technique ou même économique. C'est ce qu'ont bien compris les adversaires de l'euro, car refuser l'euro, c'est refuser l'Europe.

Pourtant l'euro est né dans l'allégresse, en 1999. Exception faire des 3 pays qui ont négocié une clause d'opting-out (Danemark, Suède et Royaume-Uni), l'ensemble des pays de la zone euro devaient, en théorie, se retrouver dans la zone euro. Certains pays, depuis, reculent face à leurs partis souverainistes, comme la Pologne ou le Danemark. Mais d'autres, bien au contraire, veulent accéder à la zone euro, sans passer par la case de l'Union européenne. Tel est le cas de l'Islande, qui a refait cette annonce, il y a quelques



semaines. Et qui, dans un premier temps, veut amarrer sa politique monétaire et des taux de change à celle de la BCE. Signe évident, que tout n'est pas pourri au royaume de l'euro ! N'en déplaise à certains !

Sur le plan technique, ce basculement vers une nouvelle monnaie commune s'est déroulé sans anicroches. L'euro s'est imposé à tous rapidement, et cela malgré les arrondis aux cents supérieurs, et à l'avantage monétaire que se sont offerts certains commerçants peu scrupuleux. Et la rupture des citoyens avec l'euro commence malheureusement là, à cause des euro-profiteurs, et entretenue par les europhobes.. Nous avons une monnaie stable et rassurante pour les marchés financiers qui nous ont donc prêté à des taux ridiculement bas. Mais, parce que la monnaie était bonne, forte et stable, elle a anesthésié l'opinion publique, les dirigeants politiques, et même les dirigeants économiques, qui ont pu dépenser sans compter, et sans risque de dévaluation. Nous payons donc, aujourd'hui, à la fois la réussite insolente de l'euro, sa conséquence, le relâchement de quelques gouvernements en termes de gestion, sur le plan économique et budgétaire.

Le principal apport de cette monnaie est d'être devenu, avant même ses 18 ans d'existence, la seconde monnaie mondiale. Derrière le dollar, mais un dollar qui a, ne l'oublions pas, deux siècles d'existence, et qui n'est devenue monnaie mondiale, qu'à cause des circonstances particulières de la Première Guerre Mondiale, détrônant définitivement (et oui, madame May), la livre sterling. Accélération en quelque sorte le déclin du continent européen, déjà meurtri par la guerre.. L'euro a réussi ainsi ce que ni la livre sterling, ni même le deutsche Mark n'avaient réussi : devenir une monnaie mondiale, et en quelque sorte le porte-parole de l'Europe

Aujourd'hui l'euro est une véritable réussite, franchement et objectivement. L'euro représente 25% des transactions commerciales mondiales, et 50% des émissions d'obligations internationales ; 27% des réserves de change des banques centrales, contre 66% pour le roi-dollar. Et l'euro progresse toujours en part de marché face au dollar et au yen. Et certainement demain face au yuan. Si l'euro a un tel succès, c'est parce qu'il est stable et solide, qu'il est la monnaie d'une région politiquement stable et démocratique. Et aussi parce qu'il apparaît comme une vraie solution de rechange face au dollar omniprésent, pour tous les pays émergents désireux de s'affranchir, sur un plan économique et politique, de l'hégémonie du dollar. L'euro est ainsi devenu une alternative crédible au dollar pour les Etats et les marchés financiers du monde entier. Et c'est pour cela qu'il rentre dans les caisses et réserves des banques centrales des pays émergents. C'est pourquoi, je ne peux que « bondir » quand j'entends le candidat FILLON décréter qu'il « fera de l'euro une monnaie internationale ». Elle l'est déjà, Monsieur, et depuis longtemps !

L'euro représente plus de 25% des transactions commerciales, signe aussi de la vitalité globale de l'économie et du commerce européen. L'Union européenne est la première puissance commerciale du monde, et le premier marché du monde par le nombre de consommateurs et par le pouvoir d'achat de ces consommateurs. L'euro a donné du pouvoir d'achat aux citoyens, grâce à une inflation presque trop faible (hormis les hausses illicites du tout début), et grâce à un euro fort qui nous permet de payer moins cher nos importations de matières premières, dont le pétrole. La hausse de certains secteurs (les matières premières, le foncier) est compensée par la baisse d'autres produits comme les téléphones portables ou les ordinateurs, ce qui correspond par ailleurs à la mutation de la consommation. Mais l'euro n'est qu'un élément du pouvoir d'achat ; les salaires en sont un autre élément important. D'où le ressenti par les citoyens qui ne voient que les salaires qui n'augmentent pas ou si peu.

L'euro a aussi permis de parachever le marché unique, en facilitant la liberté de circulation des marchandises, des capitaux, des services et surtout des personnes. En limitant les guerres économiques intra-européennes, en supprimant les dévaluations concurrentielles et



supposées compétitives. Car l'instabilité monétaire chronique pénalise toujours les échanges internationaux et affole les marchés qui, du coup, augmentent leur taux d'intérêt. L'euro est donc un élément sécurisant pour les entreprises qui échangent au sein de la zone euro : ce qui est le cas, quand même, de 60% des échanges pour la France. Chiffre à garder en tête et à rappeler à ceux qui veulent sortir de la zone euro.

Enfin, l'euro possède une dimension culturelle et identitaire trop souvent oubliée. L'euro est un symbole à part entière de la citoyenneté européenne. Si l'on devait ouvrir nos portes monnaies ici même, on aurait tous des pièces d'euro françaises, italiennes, allemandes, et pour les plus globes trotteurs lettone ou lituanienne. Les pièces en euro portent aussi, en elles, la concrétisation de la devise de l'Union européenne : unie dans la diversité. Pour chaque pièce, une face commune et une face nationale. Ceci permet de redire que la dimension politique de l'euro est indéniable, puisque l'euro est, à ce jour, la seule véritable réussite fédérale de l'Union européenne.

L'euro devait être un point de départ, en vue d'une meilleure intégration européenne, et c'est ce qu'avaient prévu ses pères fondateurs, Pierre WERNER et Raymond BARRE. Hélas, les circonstances économiques et financières, et les lâchetés, ou incuries des politiciens ont fait de l'euro un « outil » plus qu'un progrès, une option vers une construction résolument fédérale. L'euro reste certes un des piliers de l'UEM, l'union économique et monétaire. Mais le « E » de cette union a été oublié. Volontairement. Méthodiquement. Les économies européennes restent hétérogènes aussi sur le plan fiscal, budgétaire et salarial. L'union monétaire est réussie, mais on en est resté là, par peur d'assumer l'intégration bien étoffée qu'exigeait la monnaie unique.

La crise de 2008 a démontré les atouts de l'euro, par sa stabilité et sa solidité. La politique volontariste de la BCE, sa politique de taux directeurs extrêmement bas et sa politique de caution pus de rachat des dettes publiques et privées ont protégé les économies européennes. Mais cette crise a aussi révélé les insuffisances ou difficultés de certains pays. Comme la France avec sa balance commerciale déficitaire : un pays qui exporte est un pays qui a de bons produits, de bons vendeurs, de bonnes entreprises pour démarcher, et une bonne image (deutsche Qualität). Les variations du taux de change d'une monnaie ne sont qu'un aspect, souvent mineur, de la performance exportatrice d'un Etat. Une monnaie faible améliore, un peu, la vente à l'étranger, quelque temps. Mais il faut savoir que dans un produit exporté, il y a au moins 20 à 30% de matériaux importés, donc payés plus cher (y compris dans le très médiatique Made in France !!). Et cela se complique si le pays, et c'est le cas de la France, importe plus qu'il n'exporte. Dans ce cas, il s'appauvrit et le pouvoir d'achat des ménages baisse.

Il convient donc de ne pas accuser l'euro de tous les maux : la maxime populaire dit bien « quand on veut tuer son chien, on l'accuse de la rage ». Les crises se sont succédées depuis 1999 ; elles ont démontré que l'euro, envers et contre tout, tenait bon. Les attentats du 11 septembre 2001. Les faillites du géant américain Enron et Vivendi en 2002. Les crises majeures en Asie, en Russie et en Argentine. En Irlande, en Grèce. L'euro a survécu à l'ensemble de ces crises. Et il est certain qu'aucune monnaie nationale, comme le franc français, la lire italienne ou la peseta espagnole n'auraient échappé à des dévaluations fortes, elles auraient été ballotées, voire balayées et attaquées sans ménagement. Les taux d'intérêt avaient explosé, l'inflation avec ! L'euro nous a toujours protégés et nous protège encore. Et même la crise de 2008 a démontré, même avec retard, la capacité de la zone euro à réagir avec la mise en place de structures de financements (MES, ou mécanisme européen de stabilité), et de supervision bancaire.

Normalement, l'euro est irréversible. Mais l'euro est devenu, pour certains politiciens et quelques économistes, le bouc émissaire de tous les maux des économies européennes ; il devient le symbole d'une mondialisation non maîtrisée et honnie par nombre de nos concitoyens. Ce qui était une avancée, comme l'indépendance de la BCE, son autonomie



vis-à-vis des risques de manipulations étatiques, se transforme, dans certains discours, en frein non démocratique. En fait, le problème fondamental de l'Union européenne, ce n'est certes pas sa monnaie, mais sa faible compétitivité et son manque de vision, de projet, de courage, et de foi en sa monnaie même. L'euro n'est pas le problème. Il est la victime d'une démagogie qui dure depuis 18 ans.

b) l'euro dans les programmes des candidats

Et c'est là qu'entrent en scène certains de nos candidats à la Présidentielle. Election après élection, l'UE et l'euro sont attaqués, injustement.

Deux camps s'opposent, franchement : les pour et les contre.

MACRON veut un ministre de l'économie et des finances de la zone euro, responsable du budget de la zone euro, sous le contrôle d'un parlement de la zone euro. Le budget de la zone euro doit avoir 3 fonctions : permettre des investissements d'avenir ; apporter une assistance financière d'urgence ; répondre aux crises économiques. L'accès à ce budget sera conditionné au respect de règles communes, en matière fiscale et sociale, bref des règles qui empêchent le dumping fiscal et social.

HAMON veut un parlement de la zone euro qui évaluerait les recommandations qu'émet la Commission européenne dans le cadre du semestre européen, afin de réguler les procédures à l'encontre des déséquilibres budgétaires. Par ailleurs, il préconise de soustraire des calculs de déficit public, les dépenses liées à la défense et à l'investissement. Il est aussi en faveur d'un ministre de l'économie et des finances de la zone euro.

FILLON est plus favorable à une proposition intergouvernementale, avec la constitution d'un directoire politique de la zone euro, composé des représentants des gouvernements. Auquel s'ajouterait un secrétariat général de la zone euro, autonome de la commission européenne, qui serait chargé d'assurer le suivi et la gestion de la zone euro. Enfin il préconise de replacer la politique de la BCE dans une stratégie économique globale.

Dans le camp des anti-euros, on trouve deux versions : ceux qui veulent une monnaie commune, et ceux qui ne veulent plus entendre parler de l'euro.

MELENCHON appartient au premier cercle. L'euro doit devenir une monnaie commune, et non plus une monnaie unique. Et la banque de France doit retrouver toute sa place dans la gestion de la politique monétaire. Ce qui revient à tuer la monnaie unique, en supprimant l'indépendance de la BCE. Son programme ne parle, néanmoins, pas de l'autre versant, quelle serait la monnaie nationale, si monnaie commune il y a ? Et quid de cette monnaie commune, si le plan B s'applique et que la France quitte unilatéralement l'Union européenne. DUPONT-AIGNAN est sur une ligne assez similaire, puisqu'il veut passer d'une monnaie unique à une monnaie commune : l'euro devenant la monnaie de réserve et d'échanges pour les pays européens, et avec la mise en place d'un système de parités ajustables, ressemblant, à s'y méprendre, au serpent monétaire, qui ne vécut pas si bien que cela, et pas très longtemps, en son temps. La question de la monnaie nationale n'est pas posée.

Dans le deuxième cercle, c'est à dire ceux qui ne veulent plus voir l'euro en peinture, on retrouve tous les extrémistes, ce qui n'étonnera personne.

Cheminade veut sortir de l'euro « parce qu'il bloque toute nouvelle règle du jeu au nom de l'argent-roi ».

LE PEN veut que la France soit indépendante vis-à-vis des marchés financiers, elle veut renationaliser la dette française, et bien sûr sortir de l'euro, son obsession folle. Elle



préconise la création d'un nouveau franc, qui aurait cours légal en France, et qu'en France, bien sûr, car la monnaie ne serait pas exportable) ; ce qui permettrait, selon elle, de récupérer une politique monétaire et une politique de change nationale, et de rendre à la Banque de France des fonctions de supervision. Mais en même temps que le nouveau franc, on garderait l'euro comme monnaie commune, un peu comme le rôle de l'écu avant 1999. Il faudrait instituer un taux de change fixe et ajustable dans un mécanisme européen. Un peu comme le SME II dans lequel se situe le Danemark ; mais elle oublie, juste, de dire, que dans le cadre du SME II, la couronne danoise fluctue en même temps que l'euro, et qu'elle applique à la lettre la politique monétaire de la BCE. Ce que l'Islande vient de demander également. En termes de souveraineté monétaire auto-proclamée, il y a quand mieux ! Pourquoi garder l'euro, monnaie commune ? Parce qu'il ne faut pas faire peur aux marchés financiers, qui détiennent quand même une grosse partie de la dette française. Mais bonjour la complexité de cette « usine à gaz ». Mais pourquoi faire simple lorsque l'on peut faire compliquer ?

La mise en place d'une monnaie commune nécessite, quand même, l'accord de nos partenaires européens. Il faudra commencer par négocier. Et pas sûr que la négociation soit très facile. Et puis, rappelons, au passage, qu'une monnaie bien nationale n'empêche pas l'attaque des marchés financiers, comme la célèbre attaque de Georges Soros contre la Livre sterling en 1992, ou que l'écu, monnaie commune, n'avait pas empêché les attaques des marchés financiers en 1995 ni les dévaluations compétitives à répétition des monnaies nationales (lire, peseta, escudo, franc français)

Quant à ASSELINEAU, il veut le franc, rien que le franc. Pas de monnaie commune. C'est plus radical. Tout à la mesure du personnage. C'est comme pour la sortie de l'UE : le Brexit directement. On ne négocie rien avant. Bonne chance ! Je ne sais pas s'il fait rire ou pleurer !!

c) les conséquences de la sortie de l'euro

Un silence pesant règne sur le programme des anti-euros. Car, une fois énoncés le « faut que, y a qu'à ! », quelles conséquences concrètes aurait la sortie de la France de la zone euro ?

L'Institut Montaigne a fait une excellente analyse du coût d'un tel programme.

1^{er} impact, la dévaluation du nouveau franc de l'ordre de 15%, si l'on compare avec ce qui s'est produit pour la Livre sterling à l'annonce du résultat du Brexit. Cette dépréciation de la valeur de la monnaie aurait, à court et moyen terme, un impact positif sur les exportations, les biens et services produits en France seraient plus compétitifs. Sauf que, 20 à 30% des composants des produits fabriqués en France proviennent de l'importation. Or une dépréciation de la monnaie, si elle rend les exportations plus compétitives, renchérit d'autant le coût des importations. Et les produits made in France seraient alors obligés d'ajuster leur prix pour tenir compte de la hausse de leur coût de fabrication, avec donc, une compétitivité plus faible. Par contre, pour les ménages, cette dévaluation se ferait sentir assez rapidement : augmentation de la plupart des prix courants de la consommation (car, n'en déplaise à beaucoup, nous ne sommes pas autarciques !), le pouvoir d'achat diminuerait, sauf si une augmentation des salaires venait compenser. Mais du coup, il y aurait à la fois le retour de l'inflation, et l'aggravation des charges pour les entreprises donc une hausse du coût de revient des produits, donc une moindre compétitivité à l'export ! Regain de chômage garanti !

2^{ème} impact, la moindre ouverture de l'économie française vis-à-vis de ses partenaires économiques. Nous échangeons pour 60% dans la zone euro. 1 emploi sur 5, par ailleurs, en France, dépend, directement ou indirectement, de l'exportation. Mais nous ne



représentons que 3% du PIB mondial. Et la France est, avec le Royaume-Uni et l'Allemagne, un des principaux bénéficiaires des IDE, les investissements directs étrangers, qui ont représenté pour l'économie française, 1.000 milliards € à la fin de 2015. C'est tout ce contexte qui serait perturbé. Sans euro, nous reviendrions aux problématiques liés aux coûts de taux de change. Comme en plus, on sortirait de l'Union européenne, nous rajouterions une autre instabilité, les coûts d'adaptation aux réglementations des pays désormais tiers. Nous aurions aussi à affronter la mise en place de droits de douane. L'exemple des négociations du Brexit est un miroir de ce qui pourrait se passer. Le Royaume-Uni a deux ans pour parvenir à négocier sa sortie de l'UE et du marché unique. En cas d'échec des négociations, et de refus de la libre circulation des biens (et des personnes), le Royaume-Uni se verrait appliquer les clauses douanières telles que prévues par l'OMC, avec la fixation de droits de douane. Pour le Royaume-Uni, et pour la France si l'on s'aventure dans ce genre de no-man's land, cela veut dire : des produits entrants plus chers pour les consommateurs nationaux, et des produits sortants aussi plus chers, et donc moins compétitifs à l'export. Ce qui inciterait certaines entreprises à reprendre le chemin des délocalisations. Ce serait quand même ballot d'arriver à ce résultat quand on s'autoproclame défenseur d'un patriotisme intelligent ! L'agence France Stratégie a calculé qu'une sortie de l'Union européenne plomberait les exportations françaises de 25%. Là aussi l'exemple britannique devrait nous servir ... d'exemple. On verra bien quelle est la force de persuasion et de négociation du Royaume-Uni face à la Chine ou aux USA, dans les négociations de nouveaux traités commerciaux. Theresa May a beau proclamer, haut et fort, qu'elle veut un Royaume-Uni fort, globish, elle dépend aussi de l'Union européenne pour ses exportations, et le Commonwealth ne la sauvera pas. Un exemple parmi d'autres : lorsqu'elle est allée rencontrer le premier ministre indien, elle a demandé une ouverture du marché indien. Mais comme, dans le même temps, elle a refusé, conformément à son programme politique, d'augmenter le nombre d'indiens pouvant séjourner au Royaume-Uni, elle a reçu de la part de son ancienne colonie, un NO sonore et tonitruant ! La modestie s'apprend à tous âges !

3^{ème} impact, sur notre dette et notre capacité à emprunter. La monnaie nationale sera le nouveau franc, mais la dette restera, elle, en euros. Une dépréciation de la nouvelle monnaie entraînera, de facto, une augmentation de notre dette à rembourser, car notifiée en monnaie plus forte. Et notre endettement ira en s'aggravant. En plus, notre crédibilité vis-à-vis des marchés financiers serait moindre, et donc, tout mécaniquement, les taux d'intérêt auxquels l'Etat emprunterait pour finir ses fins de mois, seraient plus élevés, et pèseraient à leur tour sur l'endettement de la France. Sauf à penser que nous serions, du jour au lendemain, capable de ne plus emprunter, c'est-à-dire de baisser drastiquement les dépenses publiques, et donc de baisser les traitements des fonctionnaires et les pensions des retraités, de diminuer le maillage territorial des services publics, de diminuer ou supprimer les allocations sociales diverses, et de ne plus investir pour l'intérêt de la collectivité. Cette hausse des taux d'emprunt se répercuterait immédiatement sur les taux d'intérêt pour les entreprises et les ménages, enrayant la consommation des ménages et l'investissement des entreprises. Si la dette de l'Etat, émise en euro, était convertie, de force, en nouveau franc, les marchés financiers seraient amenés à considérer la France en défaut, c'est-à-dire en faillite. Et notre sort serait alors celui des Argentins en 1998 : chômage, salaires payés en reconnaissance de dette, retour à l'économie de l'échange (ou du troc), création de monnaies locales, limitation des retraits bancaires, interdiction de sortie des fonds du pays, fermeture des banques, blocage des comptes d'épargne ; etc. Une sortie de l'euro pénaliserait surtout les classes populaires, car il entraînerait une perte de pouvoir d'achat de l'ordre de 1.500 à 1.800 € par ménage et par an, selon l'étude publiée le 16 mars par le Think tank Terra nova.

Franchement, tous ses politiciens en mal de nationalisme deviennent vraiment dangereux !

4^{ème} impact, technique. Une nouvelle monnaie ne se décrète pas, et ne se concrétise pas, du jour au lendemain. Il va falloir élaborer de nouveaux billets de banque et de nouvelles pièces, et les fabriquer, ce qui nécessitera au moins une année pour la conception des billets (infalsifiables), et au moins une autre année pour leur production. Pour un coût estimé à 2,5 milliards d'euros, le tout. Il va falloir aussi recharger tous les systèmes d'informations :



caisses enregistreuses, automat bancaires, site internet marchand, etc., ce qui a aussi un coût estimé à 2,5 milliards d'euros. Il va ainsi falloir faire le chemin exactement inverse de celui accompli de 1999 à 2002, et que j'ai bien connu à l'Institut de l'euro ! Chantier ubuesque... Coûts bien concrets auxquels il faut ajouter tous les effets indirects liés à la réaction des consommateurs et autres agents économiques : ils pourraient être tentés, par anticipation, d'augmenter les prix en vue d'une conversion défavorable dans la nouvelle monnaie ; ou bien aussi de thésauriser et d'épargner pour anticiper toutes les éventualités du jour J, et donc attendre pour consommer.

A cela s'ajouteraient les effets prévisibles sur la zone euro, et sur toute la construction européenne. Même si tous les analystes ne sont pas d'accord, la sortie d'un pays fondateur, et qui plus est d'un pays membre de la zone euro, ne pourra avoir que des impacts colossaux. Nous ne serons certainement pas à l'origine de la désintégration de l'Union européenne, malgré les rêves un peu maso de certains, mais nous serons à l'origine de sa fragilisation. Et cela l'Histoire nous en rendra responsable pour longtemps.

Et cela n'aidera sûrement pas à nous départir de notre pessimisme chronique.

Un nouvel indicateur économique est apparu depuis quelques années, pour tenter de prolonger le PIB : il s'agit du BIB, ou bonheur intérieur brut. L'Ecole économique de Paris, sous la direction de l'économiste Daniel COHEN a développé cet indicateur, et a fait toute une analyse en l'appliquant à la France. Partant du principe que la croissance ne résume pas toute l'économie, et que le « moral économique des ménages » ne nous dit pas tout, peut-on corréliser le BIB avec les intentions de vote ? Oui, nous répond cette étude. Ainsi, les plus optimistes, et les plus satisfaits de leur existence, voteraient MACRON. Ils appartiennent souvent, par ailleurs, aux CSP ++ (catégories socio-professionnelles) sont plus ouverts au monde, et n'ont pas peur de la mondialisation. Ceux qui sont un peu moins satisfaits de leur vie voteraient pour FILLON. Encore un peu moins, et ce serait un vote HAMON ; moins heureux et vous voteriez MELENCHON ; franchement pas heureux et vous voteriez LE PEN. La notion de bien-être ou de mal-être serait donc aussi une explication au vote. Un environnement qui change et que l'on ne comprend plus ; des repères qui s'étiolent ; des valeurs en mutation ; la crainte d'être dépassé ; la peur de la mondialisation, de l'ouverture, de l'autre, de l'Europe. La peur de tout. Donc le rejet de l'autre. Et le vote se radicalise. Ainsi, les Français qui se disent heureux pour eux personnellement, mais qui sont inquiets pour leur pays, sont, au final, un peuple fondamentalement pessimiste. Qui a peur de l'avenir et du changement, et rêve d'un retour à l'ancien monde ! Et pourtant, nous sommes incapables de mesurer le progrès accompli, dans le monde, et chez nous. Non, hier n'était pas meilleur qu'aujourd'hui, et le bon vieux temps était pénible et pas vraiment joyeux et facile.

Comme le dit Nicolas BOUZOU, dans un article d'un récent Express, en 50 ans, dans le monde, le taux de malnutrition et de pauvreté est passé de 50% à 10% de la population mondiale. Le taux d'illettrisme est passé, en un siècle de 90%, à 10%. Nous vivons, tous, sur tous les continents, plus vieux, en meilleure santé, avec un accès à l'eau potable (il y a 50 ans, à Lyon, certains quartiers n'avaient pas l'eau courante aux étages, et le tout à l'égout). Peut-on réellement rêver de faire du sur-place et de ne pas avancer ? Ou pire, de revenir en arrière ? En s'adaptant, en se réformant, en partageant et en négociant avec les autres, nous pourrions partager ce progrès, et en prendre, enfin conscience. Nos idées ne sont pas évidemment universelles, et les idées des autres éminemment mauvaises. La vérité est certainement dans le compromis, entre les deux. Mais une campagne électorale est simplificatrice, elle radicalise les positions, empêchant, au fond, le vrai dialogue citoyen et démocratique. Un comble !

3/ TRUMP et l'Europe



Je ne reviendrai pas sur le Brexit qui a beaucoup été traité ici à la Maison de l'Europe.

Néanmoins, j'aimerais revenir sur les enjeux des traités commerciaux, parce que, tant du côté américain, avec le président Trump, que du côté européen, personne ne semble vouloir poursuivre dans la voie de traités de libre-échange.

Ainsi dans la campagne électorale française, il n'y a qu'un seul candidat, Emmanuel MACRON, qui ose, encore, considérer le CETA (ou en français AECG, accord économique et commercial global), le traité de libre-échange entre l'UE et le Canada comme un traité qui améliore objectivement les relations commerciales. Pour tous les autres, il y a unanimité : le refus des traités, TAFTA ou CETA. Trump a récusé aussi le TTP, le traité Trans pacifique, dès son arrivée à la Maison blanche (cf. infra)

Mais le débat n'est plus aujourd'hui pour ou contre le TAFTA ou le CETA. Il faut, en fait, prendre de la hauteur, et replacer ces traités dans le contexte géopolitique, contexte qui a beaucoup changé, et qui va encore évoluer, avec l'arrivée de Donald TRUMP au pouvoir. Et, comme toujours, ce qui est décidé aux Etats-Unis risque d'avoir un impact sur l'Europe. Ce n'est donc pas à négliger

Ce qu'il remet au goût du jour, c'est le protectionnisme. Comme tous les populistes-souverainistes d'Europe

TRUMP applaudit le Brexit, et souhaite l'éclatement de l'Union européenne. Non seulement il a reçu un peu froidement Theresa MAY, mais en plus, il ne lui a pas promis une alliance avec les USA qui aurait pu compenser un peu sa sortie de l'UE. De façon évidente, Donald TRUMP ne regarde pas du côté de l'Europe, et semble vouloir se désengager, politiquement et économiquement de notre continent. Son mot-clé est très simple ! « America First ! ». Il s'est même permis, devant les caméras du monde entier, de refuser ostensiblement de serrer la main d'Angela MERKEL lors de sa visite officielle à Washington. Pour un peu, on finirait par regretter les Soviétiques, ils étaient presque polis !

Une de ses annonces fracassantes, lors de sa campagne, a été la remise en cause de l'OTAN. Il souhaitait revenir à de l'isolationnisme américain. Mais on l'a vu récemment, cela n'a pas duré, et l'Amérique est de retour au Proche-Orient avec les récentes frappes après l'attaque chimique et cynique du gouvernement syrien contre son peuple. En tout cas, il veut renégocier le budget de l'OTAN, et estime que les Européens bénéficient beaucoup trop gracieusement du parapluie américain. A tout malheur quelque chose est bon, cela a eu, au moins, le mérite de réveiller les Européens et de leur permettre de repenser une Europe de la défense, qui a été au cœur des différents sommets européens du mois de mars. Le Brexit aidant, il semblerait que l'Allemagne accepte l'idée de prendre le relais du Royaume-Uni, et, très progressivement, d'augmenter son budget défense, et de participer, aux côtés de la France à la relance d'une Europe de la défense. Le binôme franco-allemand, noyau dur de la zone euro, reprendrait ainsi des couleurs.

Et une de premières décisions de Donald TRUMP a été de retirer les USA de l'accord Trans pacifique, voulu par son prédécesseur. L'objectif de cet accord Trans pacifique était de créer une zone dans le Pacifique, avec l'Australie et le Japon, afin d'isoler la Chine. Eh bien, en se retirant unilatéralement de cet accord, il provoque juste le contraire de ce qu'il prônait lors de sa campagne électorale. En effet, la Chine détient une grande partie de la dette américaine. Pas sûr, pour autant, que la Chine choisisse de déclarer une guerre commerciale à un de ses grands marchés, et son principal débiteur. Mais, la fin de l'accord Trans pacifique pourrait permettre d'ouvrir une nouvelle perspective, et de donner à l'Europe une chance. Tout d'abord en permettant un changement de la politique économique chinoise qui pourrait se tourner vers plus d'Europe, et lui offrir, en échange d'une montée en gamme de sa production, une plus grande ouverture de son marché intérieur. Pour l'Europe, l'enjeu est



extrêmement important, car on estime qu'en 2050, le PIB de la zone asiatique représenterait 25% du PIB mondial, plus que l'Union européenne qui serait à 22%. La Chine représentant le gros morceau, puisqu'elle pèserait, à elle-seule, la moitié du PIB de cette zone. L'Union européenne est de plus en plus dépendante de la Chine, avec laquelle elle a un déficit commercial de 180 milliards en 2015. Il va donc falloir que les Européens fassent de la Chine un allié, et qu'ils se rapprochent de la Chine et de l'Asie plus généralement, pour faire un contrepoint aux menaces annoncées de TRUMP et aux conséquences du Brexit.

Dans le même registre, TRUMP a annoncé sa volonté de renégocier l'accord de libre-échange entre les USA, le Mexique et le Canada : cette renégociation sera plus facile pour lui, car le Mexique est totalement dépendant économiquement de son puissant voisin, et le Canada reste aussi dans sa mouvance. D'où l'intérêt conjoint, pour le Canada et l'Europe, d'avoir négocié le CETA. C'est aussi, une façon, pour les deux partenaires, de contourner habilement l'obstacle américain. C'est pourquoi je trouve que les cris d'orfraie proférés par une grande partie de la classe politique française qui s'enfoncent de plus en plus dans un protectionnisme étriqué, démontrent leur manque de vision géopolitique et de culture macro-économique.

Dernière conséquence de la politique de Trump, l'impact sur les taux d'intérêt. Il veut mettre en place une politique protectionniste de retour des barrières douanières, accompagnée d'une politique libérale en interne, avec une forte baisse de l'imposition sur les sociétés, une prime fiscale accordée aux entreprises qui produisent sur le sol américain, et en parallèle, une taxation pour les entreprises qui achètent des machines ou des matières premières à l'étranger. Ce faisant, il mise sur une baisse des importations et une hausse des exportations. Une augmentation des échanges extérieurs américains produira une appréciation du dollar, et donc une hausse des taux d'intérêt. Un dollar plus fort, face à l'euro, devrait plaire à tous ceux qui seraient depuis des années que l'euro était trop fort. Cependant, les taux d'intérêts sur les marchés financiers se décident encore aux USA, et des taux qui augmentent à long terme, c'est mauvais pour les Etats qui ont des dettes publiques, et pour les emprunts des entreprises et des ménages.

Donc, là ce seront les pays européens les plus endettés (dont la France, bien sûr) qui devront payer la note. Cerise sur le gâteau, si le dollar continue durablement à monter, ce sera au détriment de l'euro qui baisserait, et repasserait en dessus de la parité euro/dollar, pour la première fois depuis ... 2001 (!). Et là, les Etats qui importent plus qu'ils n'exportent paieront leurs produits plus chers (à commencer par le pétrole).

D'année en année, en France et ailleurs, la montée des populismes de plus en plus radicaux dans le verbe et les propositions mortifères, ont banalisé des solutions stupides et suicidaires, proposés par des forces cyniques : la sortie de l'euro ; le moratoire de notre dette publique ; le repli sur soi et le protectionnisme, ce qui entrainerait immédiatement des rétorsions des autres.

Si nous voulons garder nos valeurs, notre liberté, notre pouvoir d'achat, nos retraites, notre souveraineté face au monde, il va falloir mettre fin à ces politiques mortifères. Et vite ! Tant que nous sommes en démocratie, nous conservons un avantage : celui du bulletin de vote.

